

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- VASA CF n°00992*
- Vu la Constitution ;
 - Vu le décret n° 2021-0001/PRES du 05 janvier 2021 portant nomination du Premier Ministre ;
 - Vu le décret n° 2021-0628/PRES/PM du 30 juin 2021 portant remaniement du Gouvernement ;
 - Vu le décret n°2021-0023/PRES/PM/SGG-CM du 01 février 2021 portant attributions des membres du Gouvernement ;
 - Vu la loi n°017-2006/AN du 18 mai 2006 portant code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso ;
 - Vu la loi n°39-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation de la commande publique ;
 - Vu la loi n°018-2018/AN du 18 mai 2018 portant création et réglementation de l'Ordre des Urbanistes du Burkina ; *24/M/2021*
 - Vu le décret n°95-136/PM/TPHU/MEFP/MAT du 04 avril 1995 portant réglementation de la profession d'Urbaniste au Burkina Faso ;
 - Vu le décret n°2016-359/PRES/PM/MUH du 16 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
 - Sur Rapport du Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville.
 - Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 13 octobre 2021 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Le présent décret fixe les conditions de délivrance de l'agrément pour l'exercice de la profession d'Urbaniste au Burkina Faso par les personnes physiques ou morales de droit privé.

Les structures publiques exerçant la profession d'Urbaniste sont exemptées de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent du présent article.

ARTICLE 2 : Aucun urbaniste ne peut prendre part à la commande publique s'il n'est agréé par le Ministère en charge de l'Urbanisme.

CHAPITRE II : FORMES D'EXERCICE DE LA PROFESSION D'URBANISTE

ARTICLE 3 : Les personnes physiques exercent la profession d'Urbaniste à titre individuel.

Les personnes morales de droit privé exerçant la profession d'Urbaniste peuvent revêtir les formes suivantes :

- société civile professionnelle ;
- société à responsabilité limitée ;
- société par actions simplifiées ;
- société anonyme.

CHAPITRE III : DES CONDITIONS DE DELIVRANCE DE L'AGREMENT

ARTICLE 4 : Pour l'exercice de la profession d'Urbaniste, une demande est adressée au Ministre chargé de l'Urbanisme.

Aucun dossier incomplet ne sera accepté au dépôt.

ARTICLE 5 : La demande d'agrément pour l'exercice de la profession d'Urbaniste est constituée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

❖ Pour les personnes physiques

- une demande revêtue d'un timbre fiscal de 5 000 F CFA ;
- une attestation d'inscription au tableau de l'Ordre des Urbanistes du Burkina Faso du requérant;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois du requérant ;
- un registre de commerce ou un registre des sociétés civiles des professions et des métiers faisant ressortir explicitement, dans l'objet, les activités compatibles avec la profession d'Urbaniste ;
- la liste du personnel minimum permanent exigée, visée par la CNSS et les pièces justificatives ;
- l'original de la quittance de paiement des frais d'instruction du dossier de demande d'agrément datant de moins de six mois ;

- une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle à jour.

❖ **Pour les personnes morales**

- une demande revêtue d'un timbre fiscal de 5 000 F CFA ;
- une attestation d'inscription au tableau de l'Ordre des Urbanistes du Burkina Faso ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois du dirigeant ;
- un registre de commerce ou un registre des sociétés civiles des professions et des métiers faisant ressortir explicitement, dans l'objet, les activités compatibles avec la profession d'Urbaniste ;
- la liste du personnel minimum permanent exigée, visée par la CNSS et les pièces justificatives ;
- l'original de la quittance de paiement des frais d'instruction du dossier de demande d'agrément datant de moins de six mois ;
- une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle à jour de la société.

ARTICLE 6 : Le personnel minimum permanent exigé à l'article 5 ci-dessus se compose, outre l'Urbaniste lui-même :

- d'un technicien du domaine de l'Urbanisme de niveau CAP au minimum ;
- d'un agent administratif et/ou financier de niveau CAP en secrétariat ou en comptabilité au minimum.

Les pièces justificatives sont :

- une copie légalisée du diplôme ;
- le curriculum vitae actualisé.

ARTICLE 7 : Le dossier de demande d'agrément est soumis pour examen à une commission nationale de délivrance d'agrément dont la composition et le fonctionnement sont précisés par arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme.

ARTICLE 8 : La commission nationale de délivrance d'agrément chargée de l'examen des demandes d'agrément dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours ouvrables pour compter de la date d'ouverture de la session.

La décision de rejet de la demande d'agrément est motivée et notifiée au requérant par le président de la commission dans les mêmes délais.

ARTICLE 9 : L'agrément est délivré par arrêté du Ministre chargé de l'Urbanisme dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de réception du projet d'arrêté d'agrément au cabinet du Ministre.

CHAPITRE IV : DES SANCTIONS

ARTICLE 10 : Des sanctions disciplinaires peuvent être prises par le Ministre chargé de l'Urbanisme à l'encontre de tout intervenant agréé, coupable de manquement aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés, sans préjudice des poursuites judiciaires.

ARTICLE 11 : Le contrevenant est entendu par la commission nationale de délivrance d'agrément qui en fait un rapport assorti de propositions de sanctions au Ministre.

ARTICLE 12 : Les sanctions disciplinaires applicables sont :

- l'avertissement ;
- la suspension de l'agrément pour une durée ne pouvant excéder deux ans ;
- le retrait de l'agrément.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 13 : Toute modification intervenue dans la forme juridique de la société est portée à la connaissance de la commission nationale de délivrance d'agrément dans un délai maximum de trois mois suivant la date à laquelle la modification est intervenue, sous peine de sanctions.

ARTICLE 14 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 15 : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 29 novembre 2021



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre

Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

Pengdwendé Clément SAWADOGO

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

Lassané KABORE

Le Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville

Bénéwendé Stanislas SANKARA